



## Les livres, les revues, etc.

René SCHÉRER, *Pour un nouvel anarchisme*. Paris, Éditions Cartouche, 2008.  
185 p. 17 euros

René Schérer, dont les engagements politiques ne sont plus à démontrer, nous a fait la surprise d'organiser l'an dernier un séminaire sur l'anarchie à l'université de Paris VIII, ce qui est sans doute la toute première fois qu'un tel sujet est abordé en France dans le cadre de la philosophie. Il propose d'une part une réflexion sur l'anarchie au sein de cette discipline et d'autre part une réflexion d'inspiration fouriériste qui ne peut qu'interroger le mouvement anarchiste. Son ouvrage, d'un style clair, ne se lit pas comme un traité; il se parcourt comme un jardin le soir du 14 juillet.

Un feu d'artifices de citations nous rappelle que l'idée d'anarchie existe comme thème philosophique autonome, indépendamment de tout mouvement organisé. Ne cherchons donc pas Bakounine ou Kropotkine mais plutôt Leibniz, Walter Benjamin ou Fourier. Car «la conduite anarchisante de la pensée» invite le philosophe à «errer, libre de toute contrainte».

René Schérer illustre cette diversité par des déclarations assez inattendues de philosophes français, dont certains furent ses collègues. Ainsi de l'ouvrage posthume de Paul Valéry, *Les principes d'anarchie pure* et appliquée, dont il cite ce texte déroutant: «Tout mystique est un vase d'anarchie... Pascal est le type de l'anarchiste et c'est ce que je trouve de mieux en lui». Ou encore, toute aussi inattendue de la part de François Chatelet, cette citation:

«Anarchie, ce n'est pas absence d'organisation, c'est absence de transcendance, refus d'imposer de quelque manière que ce soit un principe de fonctionnement qui serait préalable au fonctionnement du réel... L'idée d'intériorité est la transcendance par excellence.» Schérer pense même que Lévinas serait l'auteur de l'expression «l'anarchisme philosophique», mais il prend ses distances par rapport à cet auteur. Bref, il n'est pas besoin de remonter à l'antiquité grecque et aux cyniques, nous sommes en compagnie de quelques philosophes récemment disparus.

Et aussi des enfants et des femmes, au sujet desquels se trouvent des pages éblouissantes. Karl Jaspers avait signalé que les enfants posent des questions métaphysiques, mais ici les témoignages sont bien plus approfondis. Et sur la question des genres, je vous laisse découvrir comment Simone de Beauvoir se trouve corrigée de manière... anarchiste.

Pour Schérer, l'anarchisme philosophique est multiple: c'est un paradigme qui travaille la réflexion et l'action politique et philosophique. La pensée se doit de critiquer toutes les transcendances, de fonder une vision qui s'inscrit résolument sur un plan d'immanence. Elle appelle une pratique différente parce que la coupure entre le public et le privé n'existe plus. L'étalage sur la scène publique des passions et des choix intimes a changé la nature de la vie sociale.

Sur les pas de Fourier, le philosophe invite à se situer à l'écart de la brigade politique des mœurs et de ses stratifications répressives, Les mouvements revendicatifs échouent quand ils s'enferment dans les structures institutionnelles les plus rétrogrades, tels les homosexuels qui revendiquent le carcan du mariage. Ils ne peuvent prétendre à la fois à l'émancipation politique et à la rigidité morale.

Par conséquent, l'anarchisme « n'entre pas dans la politique envisagée comme pratique » (p. 31). La subversion s'agence sur un nouveau terrain, elle se joue dans le domaine des mœurs. Elle oppose au discours normatif, fondateur d'un nouveau plan de transcendance, le dispositif des passions et de leurs valeurs immanentes.

René Schérer questionne donc ainsi toute l'approche anarchiste de l'affectivité et de l'éthique, en rappelant que la transcendance peut aussi se glisser sournoisement dans un collectif sous les travestissements les plus divers.

Mais s'il faut accepter cette mise en garde, la subversion passionnelle suffit-elle à orienter la société vers la liberté ? Avons-nous les moyens, les dispositifs qui permettent cette subversion ?

Il me semble que l'interrogation philosophique des jeunes est étouffée par un monde qui offre dès le plus jeune âge des réponses toutes faites aux questions de l'existence, qu'il s'agisse de l'origine, du temps ou de la solitude. Quant aux hommes et aux femmes d'aujourd'hui, sont-ils assez autonomes pour échapper au recours perpétuel (et médiatique) à l'Etat et aux institutions traditionnelles ? La mentalité procédurière se répand du nouvel épice de Bruxelles, les institutions publiques légifèrent en droit sur les questions de mœurs et se présentent ainsi comme les garantes de la morale. L'anarchisme est aussi abolition du caractère totémique de l'Etat, qui est son essence même. Sinon, comme René Schérer le remarque d'ailleurs, celui-ci ne

se gêne pas pour annexer les domaines qui lui échappent et y établir sa loi. On ne peut la casser sans remettre en cause ceux qui s'arrogent le monopole de l'autorité légitime.

Enfin, l'univers des passions a aussi ses contradictions, comme le constatait Emma Goldman, prise entre l'attachement à l'amant et l'idéal d'amour libre. Les sentiments ont aussi leurs rigidités répressives, et comme toute chose dans l'univers ils conduisent au double jeu de la vie et de la mort.

**Ronald Creagh**

**Nicole Espagnol, Alain Joubert, L'Effet miroir. Traduit optiquement du tchègue d'après un recueil de poèmes et de dessins surréalistes de Roman Erben « Neilustrace », bilingue. Paris, Ab irato, 2008, 48 p. 8 euros**

D'abord, il faut aimer les jeux surréalistes ; moi, j'aime. L'enjeu : traduire un texte sans connaître la langue originale ? Les deux auteurs, anciens du groupe surréaliste, ont traversé joyeusement le miroir noir d'une langue étrangère inconnue d'eux : il s'agissait de lever la barrière des mots en traduisant « optiquement » des poèmes ; oui, en écoutant aussi la « sonorité visuelle » et en se faisant aider par les dessins de l'auteur. L'entreprise ludique est-elle réussie ? L'auteur pragois ne s'en plaint nullement. N'empêche, parce que je ne connais rien au tchègue, j'aurais fait une autre traduction.

**A. B.**

**Georges Lapierre, La Commune d'Oaxaca. Chroniques et considérations Paris, Rue des Cascades, 2008. 267 p. 12 euros**

Les observateurs les plus assidus de l'insurrection d'Oaxaca en 2006 connaissent bien les chroniques de Georges Lapierre, descriptions des événements par le menu, depuis le cœur de la mêlée, mais aussi prise de distance permettant à chaque instant d'interpréter et de comprendre les situations grâce aux éléments historiques, culturels et politiques propres à ces régions d'antique rébellion. L'ensemble des messages envoyés par George entre septembre 2006 et janvier 2007 est reproduit sous sa forme originale, entouré d'un ample avant-propos et de plusieurs documents annexes qui apportent à la fois des compléments d'information et une précieuse analyse de la portée du mouvement et de ses perspectives d'avenir. Parmi ces documents on trouve entre autres la déclaration de participation à l'APPO de trois peuples indigènes de l'Etat d'Oaxaca ; un historique de la section 22 du syndicat des enseignants ; le manifeste de fondation de VOCAL (Voix d'Oaxaca construisant l'autonomie et la liberté), qui rassemble le courant le plus libertaire au sein de l'APPO.

Dans son avant-propos, Georges Lapierre rappelle d'abord qu'il n'y a pas d'information neutre et que tout témoignage est un engagement ; il avance quelques réflexions sur le sens d'une telle insurrection face à l'Empire marchand, insistant sur la profondeur et la durée de sa mise en cause des structures de domination. Son historique de la résistance remonte à la conquête pour s'attarder plus particulièrement sur les dernières décennies qui ont vu s'intensifier au Mexique trois formes de lutte : politique, ethnique et de guérilla armée. Passant ensuite à la présentation des forces en présence dans

l'APPO, Georges ne cache pas sa proximité avec le courant libertaire et son hostilité vis-à-vis des groupes d'origine plutôt marxiste-léniniste qui tendent à prendre le pouvoir en son sein ou à saisir l'opportunité de se présenter aux élections. Se demandant s'il est légitime d'appeler l'occupation « La Commune d'Oaxaca » en référence à la Commune de Paris, il estime que les deux événements ont en commun la participation active d'une part majeure des habitants d'une capitale, hommes, femmes et enfants, mais diffèrent par deux traits importants : la Commune de Paris était un gouvernement légitimement élu et elle était soutenue par une classe ouvrière constituée, ce qui est totalement absent à Oaxaca. Enfin, il propose une réflexion très nuancée sur les relations entre les deux principales composantes du mouvement, la politique et syndicale, d'une part, l'indigène d'autre part, qui ne sont pas dépourvues de tensions malgré leur complémentarité et leurs emprunts réciproques.

Une préface de Raoul Vaneigem salue la poussée de vie et de liberté qui jaillit régulièrement dans l'histoire contre toutes les oppressions, les impostures et les abjections.

On voit que l'ouvrage est bien plus qu'une chronique, bien plus qu'une description anecdotique : c'est un véritable sésame pour comprendre l'importance du processus de libération en cours au Mexique et l'espoir qu'il peut donner au reste du monde en lutte.

**Annick Stevens**



**Hsi Hsuan-wou et Charles Reeve,  
China blues, voyage au pays de  
l'harmonie précaire. Paris, Verticales,  
2008, 288 p., 22 euros.**

Avoir envie de se plonger, aussitôt que reçu, dans un livre que l'on feuillette, c'est bon signe; et l'on n'est pas déçu par la lecture de «China blues», le deuxième travail en duo de Hsi Hsuan-wou et de Charles Reeve, après «Bureaucratie, bagnes, business, rencontres avec les Chinois», publié chez L'Insomniaque en 1997.

C'est ici l'enquête, extrêmement vivante, dans l'«atelier du monde», lors d'un voyage; c'est le contact direct avec quelques-uns des deux cents millions de prolétaires flottants (les mingongs) et autres précaires. C'est la description, par touches, faites d'entretiens, de la Longue Marche à rebours du peuple chinois vers le «socialisme de marché»; ou comment le Parti communiste de ce pays recule en bon ordre, pour laisser place à un capitalisme sauvage tout neuf, comment l'État-parti «prolétarien», surpuissant, détruit délibérément les garanties sociales ouvrières, laissant la main libre à la surexploitation, à une mafia des affaires cupide et brutale, à la corruption généralisée, à une classe moyenne de plus en plus riche et arrogante, indifférente à la misère, et qui rythme son ascension d'une folie immobilière sans précédent, avec expulsions sauvages à la clé: car il s'agit d'atteindre la croissance à deux chiffres, clé de la «réussite économique» chinoise; 60 % des entreprises sont maintenant privatisées.

C'est comment la «déesse de la démocratie» a fait place à la «déesse de la marchandise»: il n'y a plus d'«intérêt général»; c'est comment faire danser l'histoire: un pas en avant, cinq pas en arrière...

On rencontre ainsi une chauffeuse de taxi, une étudiante, un producteur de cinéma (fils à son riche papa), des retraités

ruinés, une ancienne policière devenue avocate; la conversation est liée avec des ouvriers dans la rue, ou en mangeant un bol de nouilles, avec des chômeurs, un dissident, d'anciens prisonniers, un serveur de restaurant, un rocker et aussi un sans-abri chinois vivant... à Paris.

Cette marche arrière ne se fait pas sans heurts: les officiels chinois reconnaissent ouvertement des émeutes et ce qu'ils nomment pudiquement des «incidents de masse» (70 000 en 2006). Les luttes contre le non-paiement des heures supplémentaires et contre le retard du paiement des salaires s'accompagnent de condamnations aux camps de travail forcé, au bagne, pour ceux qui résistent à la pression en essayant de créer des syndicats indépendants, aussitôt réprimés, et qui tentent d'exercer leur liberté d'opinion et de presse, surtout à un moment où le monde entier, lors des Jeux Olympiques, a les yeux fixés sur la Chine.

Il y a même des ONG qui s'essaient à remplacer les syndicats inféodés au pouvoir; des associations se créent sur les thèmes les plus divers (hygiène, gymnastique, sida, défense des travailleurs, des vieux, des quartiers); surtout, il s'agit de rester petit, local, de ne pas dépasser un certain «plafond de verre» d'une hauteur inconnue, dépassement qui amène sans crier gare les foudres de l'autorité; et il s'agit encore de ne pas aborder les sujets tabous comme le Tibet, Tian'anmen, les droits de l'homme, etc.

La résistance ouvrière se manifeste aussi «avec les pieds», en désertant certains lieux de production, et on assiste ainsi, chose étrange en Chine, à une rarefaction de la main-d'œuvre en quelques endroits; ces travailleurs qui «manquent», mieux informés, acceptent de moins en moins salaires de misère et temps de travail excessifs.

Une énorme dégradation écologique accompagne cette «réussite économique»: la Chine est devenue le pays le

plus pollueur de la planète; et la croissance à deux chiffres, tout compte fait, pourrait bien se solder par un résultat négatif.

Un mot sur le Falungong, en soi pas dangereux pour le pouvoir, mais cette secte a négligé le plafond de verre déjà cité et que l'on ne franchit pas sans risques... Pour autant, le Falungong ne comblera pas la destruction de la communauté ouvrière, l'éclatement des repères et l'atomisation des individus.

«En fait, la situation actuelle de la Chine est analogue à la période présyndicale des pays industrialisés occidentaux, où les travailleurs étaient couramment exploités par les industriels et les propriétaires d'usine. Le mouvement syndical s'est développé en réaction à cette exploitation.» («China Labour Bulletin», rapport n° 5, 2007) C'est le défi que doit relever le monde ouvrier chinois.

**André Bernard**

**Raoul Vaneigem, Entre le deuil du  
monde et la joie de vivre.  
Paris, Verticales, 2008.  
224 p., 17,5 euros**

Tout en poursuivant l'hymne à la vie qui est le leitmotiv de son œuvre, Raoul Vaneigem revient plus particulièrement ici sur son histoire personnelle et sur la manière dont elle a rencontré l'histoire des rêves et des révoltes de ces dernières décennies.

Sous forme de paragraphes apparemment décousus, il évoque par petites touches les multiples facettes du grand bouleversement de 68, toujours considéré par lui comme «un séisme et une rupture avec le passé d'une magnitude jamais atteinte dans l'histoire». Par le libre jeu de sa mémoire, simple et sincère parce qu'il s'adresse avant tout à lui-même, il revit le milieu de l'Internationale Situationniste,

qui prépara le séisme par son travail de sappe des vieilles valeurs: travail, résignation, tradition, répétition, et son exaltation du changement radical selon lequel chaque individu peut envoyer son carcan aux orties et se lancer à corps perdu dans la jouissance de la vie, la créativité sans bornes, la réalisation de tous les possibles pourvu qu'ils soient désirables. Sur le plan politique, cela donnait bien sûr l'autogestion et le conseilisme, mais avec cette insistance sur les conditions individuelles d'une organisation égalitaire, à savoir la prise de conscience par chacun de sa puissance, de ses désirs, de sa puissance à réaliser ses désirs, bref ce qui mérite le nom d'émancipation.

Rien n'est dissimulé des aspects sombres du mouvement, non seulement les dérives trop bien connues que constituent les exclusions fracassantes et les accusations de trahison, résultats d'une véritable «hystérie paranoïaque», mais plus profondément une certaine fascination pour le morbide, pour la destruction empreinte de ressentiment, là où il aurait fallu tellement plus se consacrer à la construction de la vie nouvelle. Il n'en reste pas moins que la voie fut ouverte, qu'une «première prise de conscience déferla sous l'écume d'un formidable refus: refus du travail, du sacrifice, des idéologies, de la culpabilité, du pouvoir, de la contrainte, de la prédation appropriative, de la hiérarchie, du maître et de l'esclave, de l'exploitation, de la «vie privée de tout».». La liste de ces fléaux demeure la même à l'heure actuelle, et l'appel au passé n'aurait aucun sens s'il ne devait avant tout nous rappeler ce que vivre signifie et combien nous sommes toujours prêts à l'oublier. Car dans les formules ravageuses du style de Vaneigem, la furieuse dénonciation des absurdités mortifères de la société actuelle occupe une place de choix. Le règne de l'argent et de la prédation, l'imposture du spectacle médiatique et politique, la servitude, le



clientélisme mafieux, en un mot le cynisme, tout cela est dénoncé de manière aussi féroce qu'implacablement exacte. En effet, le lyrisme et l'emportement n'empêchent en rien les nuances et le souci du concret sans lequel toute dénonciation demeure vide. « Ne travaillez jamais », par exemple : formule si facile à détourner au profit d'un parasitisme consistant à récolter le fruit du travail des autres, mais à laquelle Vaneigem restitue tout son sens pratique subversif en opposant au travail absurde et esclavagiste une production de biens et services socialement utiles, respectueux des hommes et de la nature, comprenant les plaisirs de la création et du don. Une manière d'ouvrir des perspectives, d'affirmer le primat de la vie sur le désespoir, une occasion aussi de rendre hommage avec tendresse au monde ouvrier de son enfance, solidaire et volontaire, jusque dans ses noyades désespérées dans les vapeurs éthyliques des bistrots.

Une grande cohérence unit la vie et l'œuvre de Vaneigem : l'homme qui fuit les rassemblements et les projecteurs, lui dont l'élan vital se manifeste dans le foisonnement de l'écriture, par cette écriture répand petit à petit le même désir d'émancipation qui seul pourra changer le monde en profondeur, en chacun des individus qui l'habitent.

**Annick Stevens**

**Pierre-Henri Zaidman, *Le mandat impératif. De la Révolution française à la Commune de Paris*. Paris, Éditions Libertaires, 2008. 90 pages, 12 euros.**

Pierre-Henri Zaidman explore en historien la genèse du mandat impératif et la défaite de ses partisans face aux tenants de la démocratie représentative. Son texte a le grand mérite de resituer le débat dans son contexte historique, 1791 et les Enragés (Jacques Roux, Théophile Leclerc, John Oswald et Jean-François Varlet), 1848 et les fouriéristes, 1871 et la Commune de Paris bien sûr, sans oublier les étonnantes ambiguïtés des blanquistes. L'auteur, dans une approche dont on regrettera la brièveté, signale que dès le 17 juin 1789 un débat s'engage sur la question du mandat et de la démocratie directe avec d'un côté une bourgeoisie hostile à cette forme de fonctionnement et de l'autre une noblesse espérant défendre ainsi ses privilèges. Ces derniers s'appuyaient sur une tradition ancienne et vivace. Dans La société de l'Ancien Régime, les représentations des groupes sociaux obéissaient en effet aux règles du droit privé. Les représentants étaient les porte-parole pourvus d'un mandat impératif. Ils étaient sous le contrôle de ceux qui les avaient mandatés. Étrange ironie créée par une situation historique qui met la bourgeoisie au pied du mur. Elle se sent investie d'une mission de représentant de la nation. « Il faut nécessairement qu'un peuple qui ne peut délibérer en un seul corps accorde sa confiance, délègue l'exercice de sa souveraineté, et donne à ceux qui seront élus dans les diverses parties de l'État, le droit de délibérer pour lui », déclare un député du tiers état. C'est le peuple dans les districts, notamment à Paris, qui remettra la question mandat provisoire comportant des clauses particulières et pouvant être modifié à tout moment par les commettants, au centre des débats.

Il est évident à la lecture de cet ouvrage qu'il s'agit d'une question qui devrait occuper une place centrale dans les discussions politiques actuelles. Car au-delà des connaissances qu'il nous livre, il souligne la nature des enjeux idéologiques qui animent les partisans du mandat impératif et ceux d'un mode de représentativité fondé sur la délégation de pouvoir donnant à ceux qui en bénéficient la légitimité de légiférer pour le bien du peuple. Car il n'est ni plus ni moins question du sens même de l'exercice du pouvoir dans une démocratie. L'auteur nous rappelle que Rousseau se méfiait d'un système dans lequel les inconvénients l'emporteraient sur les avantages. Il est évident que dans une société démocratique et autogérée le mode d'organisation qu'elle suppose implique un contrôle des modes de délégation qu'elle propose. Il est donc essentiel, pour Rousseau et le mouvement populaire qui fit toutes les révolutions d'élaborer une forme d'exercice de la démocratie directe qui se distingue fondamentalement du modèle représentatif institué par la bourgeoisie. La démocratie représentative institue, comme le rappelle B. Manin dans son ouvrage cité par P. H. Zaidman, Principes du gouvernement représentatif, le pouvoir d'une élite, spécialistes et professionnels de la représentation dans une légitimité dont John Oswald dira, en 1791, qu'elle est « vicieuse et illusoire ». Babeuf et ses amis, dont Buonarroti, ajouteront que cette élite confisque les révolutions et finit par former « une classe exclusivement au fait des principes de l'art social des lois et de l'administration », parvenant ainsi à créer « des distinctions et des privilèges ». La démocratie représentative convoque le peuple à chaque élection et exige de lui qu'en suite il se soumette silencieux et servile, quelle que soit la nature des lois votées et leurs conséquences. À l'inverse les partisans du principe du mandat impératif aspirent à une liaison directe entre souveraineté et

pouvoir et voient en tout État l'instrument de domination du peuple. P. H. Zaidman met en évidence à quel point les perspectives ouvertes par les Enragés ont été étouffées au sein même du mouvement révolutionnaire. Pierre-Joseph Proudhon, revient sur cette question dès 1851. Il analyse le problème de l'État, d'abord dans L'Idée générale de la Révolution au XIX<sup>e</sup> siècle puis dans Du principe fédératif, précise l'auteur. Proudhon se livre à une critique de la démocratie parlementaire, par en haut et par décrets. Au sein de la Commune de vifs débats, attisés par la situation dramatique dans laquelle se trouvent les insurgés dès le mois d'avril 1871. Ce sont les minoritaires qui se montreront fidèles aux principes de la démocratie directe et du mandat impératif. Ils poseront, explique l'auteur, les jalons d'une République démocratique que la Commune n'a pas eu le temps de réaliser.

Les perspectives ouvertes par l'exercice du mandat impératif seront l'objet, précise P. H. Zaidman, d'une condamnation doctrinale dans les statuts de la Ligue communiste révolutionnaire (XV<sup>e</sup> congrès, novembre 2003). Et l'on sait que, dans les pratiques des AG et des coordinations, les militants des organisations constituées sont souvent peu regardants sur les moyens lorsqu'il s'agit de prendre le contrôle d'un mouvement de contestation. L'inventaire des pratiques les plus douteuses reste à écrire. Mais ceci est déjà un autre débat. C'est dire si l'on ne peut qu'espérer qu'un second opus soit commis avec la même rigueur et qui porterait sur une seconde, voire une troisième période de la vie et les avatars de la démocratie directe. En regardant du côté du syndicalisme révolutionnaire, du léninisme, des conseillistes et naturellement de la révolution espagnole, on voit très vite tout le profit que le lecteur pourrait tirer d'une telle démarche. Avis aux amateurs.

**Jean Luc Debry**



## POÉSIE CHINOISE EN DISSIDENCE ET EN EXIL

**Liu Hongbin, *Un jour dans les jours*,  
traduction Guilhem Fabre.  
Paris, Éditions Albertine, 2008.  
72 p., 13 euros**

**Liao Yiwu re, *Poèmes de prison*,  
traduction Shanshan Sun et Anne-Marie  
Jeanjean. Paris, L'Harmattan, 2008.  
128 p., 13 euros**

Liu Hongbin vit en exil depuis vingt ans – Angleterre, Etats-Unis – alors que Liao Yiwu, resté en Chine, est considéré comme un dissident de l'intérieur. Deux poètes chinois aux destinées parallèles, nourris des Classiques, marqués par la Révolution Culturelle — le père de Liu a été fusillé en 1970 et Liao y a vécu dans la misère — et qui vont être propulsés sur le devant de la scène à la suite de la tragédie de Tian'anmen en juin 1989. Ils sont tous les deux enthousiasmés par le mouvement social qui parti de Pékin au début du printemps 1989 va s'étendre à tout le pays et déstabiliser le pouvoir communiste avant sa sanglante reprise en main. Quatre des poèmes de Liu, marqués du sceau de sa puissance imaginaire et visionnaire, seront placardés sur les murs de Tian'anmen. Lui, le solitaire introverti va se retrouver brusquement, à l'âge de vingt-sept ans, sur le devant de la scène. Inquiété par la police, il choisira l'exil et en tirera son admirable « Un jour dans les jours », long poème flamboyant et désespéré dans lequel il interpelle directement son pays natal : « Chine, tu es mon cauchemar ; À tes enfants tu as chanté la berceuse des chenilles des tanks et des coups de fusil » tout en gardant la nostalgie : « Je veux rentrer chez moi ; Je veux rentrer chez moi ; Mais où est ma demeure ? ». Malgré les marques de reconnaissance qu'il a reçues de la part de ses pairs anglais et tout en

continuant à creuser son sillon en publiant un nouveau recueil de poèmes « Un cercle de fer », il reste dépressif et solitaire : « Je suis à l'intérieur des mots et j'ai un amour passionné pour le refuge qu'ils me procurent ».

Liao se retrouve, lui, du 2 au 4 juin 1989 au cœur des événements à Chengdu, capitale du Sichuan, en relation directe avec les responsables du mouvement. Il a trente ans et va écrire à chaud un long poème-manifeste en prose « Le Grand massacre », sous-titré « profération » dans lequel il hurle son désespoir : « Ils ne tremblent pas d'essuyer leurs balles de cuir aux jupes des jeunes filles mortes ». Déjà repéré en 1976 avec son « S'il vous plaît, ne les croyez pas », il sera arrêté en mars 1990 et purgera quatre années de prison qui serviront de terreau à son ouvrage-réquisitoire *L'empire des Bas-Fonds*<sup>1</sup>. Pendant son séjour au Laogai<sup>2</sup> il écrit en cachette des poèmes qu'il publiera par la suite clandestinement sous le titre « Chants d'amour du Laogai ». La frontalité est la caractéristique de son écriture : « Le dos des intellectuels chinois n'a jamais pu se redresser. Combien de fois de manière incalculable avons-nous été violés par chaque pouvoir ? ». Et Liu Hongbin lui répond en écho : « Pour résister à la tyrannie, je n'use pas des armes mais de la beauté. »

Qu'hommage soit rendu par ailleurs au talent des traducteurs et à la qualité d'impression des éditions Albertine.

**Jean-Jacques Gandini**

1. Éditions Bleu de Chine, 2003.

2. Camp de travail chinois, équivalent du goulag soviétique

**La Zona, propriété privée  
Un film mexicano-espagnol  
de Rodrigo Pla, 2007, 1 h 38.  
www.lazona-lefilm.com**

Le scénario de ce film - qui a obtenu le prix de la critique internationale à Toronto 2007 et le meilleur premier film à Venise 2007 - est simple : trois adolescents des quartiers pauvres de Mexico pénètrent dans l'enceinte de La Zona, une cité résidentielle aisée entourée de murs, protégée par un service de sécurité privé et s'introduisent dans une maison. Plutôt que de prévenir les autorités, les résidents décident de se faire justice eux-mêmes. Une chasse à l'homme sans pitié commence.

De ce saisissant polar politique, qui mêle astucieusement critique sociale et cinéma de genre, il ressort un personnage principal, La Zona. Au travers de cette dernière, le réalisateur pointe les dérives du repli communautaire et des concentrations d'argent qui conduisent à l'accentuation des fractures sociales dans un climat de guerre sociale entre riches et pauvres.

Le grand intérêt de ce film est que nous ne sommes pas dans la science-fiction : La Zona est une cité privée pour familles fortunées, comme il en essaime aujourd'hui en Amérique du sud, aux Etats-Unis et en Europe.

La vie s'y déroule entre individus sûrs de leur bon droit et en tous points respectables, dans une atmosphère claustrophobe, aseptisée. Nous nous trouvons en train d'observer une communauté scellée par la peur et armée jusqu'aux dents.

Réunion plénière des propriétaires où la peur de la classe dangereuse règne en maître, voix dissidentes « priées » de se taire : n'est-ce pas déjà là une version contemporaine du fascisme ?

Venant tout droit des Etats-Unis, les premiers programmes de résidences sécurisées apparaissent dès 1991 en France. À l'origine ils ont intéressé les personnes

aisées mais s'ouvrent aujourd'hui aux classes moyennes. Les seniors sont également de plus en plus nombreux à investir dans ce type d'habitat.

Ces résidences ressemblent à des villages miniatures clôturés avec gardiens, caméras de surveillance, alarmes, badges, grand portail d'entrée sécurisé avec vidéo portail. Les habitants peuvent même avoir accès aux caméras en direct de leur télévision.

En France, c'est Toulouse qui détient le triste record de ce type de programmes.

Ce qui attire d'abord les personnes à investir ou à louer dans ce type d'habitat est évidemment le côté rassurant, la sécurité. Les espaces verts toujours bien entretenus, l'accès à la piscine viennent après.

Se cloisonner pour ne pas avoir à affronter le monde extérieur. Aux murs bâtis entre États et pays, répondent les murs des propriétés privées.

Paradoxalement, et quel que soit le niveau de sécurité de ces propriétés fortes, le film montre finalement des individus faits comme des rats et de fait prisonniers de leur propre peur !

La liberté n'est peut-être pas là où l'on croit : mais pour tous ces riches la liberté a-t-elle encore un sens ?

Ce que met en évidence de façon efficace « La Zona, propriété privée », c'est la physionomie territoriale de la société de demain, un monde riche se protégeant du monde pauvre, pour ne rien avoir à partager. Et pour cela, tous les moyens sont bons.

**Bernard Hennequin**





**BANCO**  
**Têtes Raides, décembre 2007, Paris,**  
**Warner. 1 CD-dvd, 24 euros**

Il est assez rare que nous parlions dans *Réfractons* de musique, et c'est fort dommage.

Profitez donc de la sortie de « Banco », le dernier Cd/Dvd des Têtes Raides, pour nous rattraper. Pour nos lecteurs qui l'ignoraient, Têtes Raides est, depuis 1984, le groupe phare de la chanson française, le courant musical dans lequel s'inscrivent également La Tordue et bien d'autres encore.

Les Têtes Raides n'ont bien évidemment pas besoin de Réfractons pour leur promo.

Non, l'intérêt de cette petite recension est plus précisément ciblé vers la piste n° 10 de l'album, à savoir la mise en musique du texte de Stig Dagerman « Notre besoin de consolation est impossible à rassasier ».

Pour avoir assisté à leur concert à L'Usine à Istres en mai dernier, l'adaptation tant déclamatoire que musicale qui a été faite de ce texte par Christian Olivier et ses comparses est tout simplement magnifique.

Accompagné par Abdellouab Abrit à la batterie, Hakim Hamadouche au mandoluth et à la voix, Scott Taylor à la trompette, Christian Olivier nous propose en effet une interprétation d'autant plus remarquable qu'elle s'apparente à une véritable performance (dans le sens artistique du terme), parvenant durant près de 20 minutes à maintenir intactes la force de caractère et le côté pathétique qui se dégagent du texte.

« Notre besoin... » est un texte essentiel de l'écrivain anarchiste suédois, dont la vie fut courte (1923-1954) mais dense d'un désespoir fondamental, d'une angoisse tout à la fois dévorante et créatrice. Etat d'esprit qui donne tout son sens à ce

superbe poème d'idées en prose, publié le 30 mars 1952, et qui, dans le même temps, est annonciateur de la fin prochaine de Stig Dagerman, lequel mettra effectivement fin à ses jours le 3 novembre 1954.

Ce texte – traduit du suédois par Philippe Bouquet, publié par Actes Sud en 1981 et réédité en 1989- sera son dernier, son testament.

Rien de bien surprenant à cette fin prématurée pour cet homme à la sensibilité acérée « comme le couteau qui se trouve dans la dernière poupée russe de la dépression », à la conscience radicale de « la mort qui marche sur mes talons ».

Filigrané d'un anarchisme trop absolu pour être « vivable », Stig a bâti son texte tout à la fois sur le paradoxe, le refus d'accepter les codes du langage et de la pensée et l'importance de la dérision.

Le constat du dérisoire de la destinée humaine est très prégnant chez Dagerman : « Le monde est donc plus fort que moi, dit-il. À son pouvoir je n'ai rien à opposer que moi-même mais d'un autre côté, c'est considérable ».

Dans un farouche et bel élan stirnérien, Stig Dagerman entrevoit tout de même « une raison de vivre, un sens à la vie ».

Pour lui, en effet « il n'existe pour moi qu'une seule consolation qui soit réelle, celle qui me dit que je suis un homme libre, un individu inviolable, un être souverain à l'intérieur de ses limites ».

Il serait étonnant, comme je l'ai fait moi-même, que l'écoute de ce texte n'incite pas nos lecteurs à se replonger dans les nombreux ouvrages de Stig Dagerman (romans, nouvelles, reportages, articles, essais, théâtre et poésie). Et, pour celles et ceux qui voudraient en savoir davantage, il conviendra de se reporter au numéro 12 de *A contretemps* de juin 2003, excellente revue due à notre toujours inspiré compagnon Freddy Gomez.

**Bernard Hennequin**

**Armand Mattelart, La Globalisation de la Surveillance aux origines de l'ordre sécuritaire. Paris, La Découverte, 2007, 260 pages, 18 euros**

Vidéo-surveillance, fichages, empreintes génétiques, puces RFID\*... Dans les régimes démocratiques, les différentes techniques d'intrusion dans la vie quotidienne des individus se multiplient au nom de la lutte contre « les nouvelles menaces ». Cette tension entre sécurité et liberté s'inscrit dans un mouvement long : toute politique d'exception vient se rajouter à des dispositions et des doctrines pré-existantes. De l'anthropométrie de Bertillon au « Patriot Act » de 2001 – conséquence des attentats du 11 septembre –, en passant par l'analyse dans les années 60 des doctrines militaires contre-insurrectionnelles enseignées à l'« École des Amériques » de Panama après avoir été modélisées par les militaires français pendant la guerre d'Algérie, et actuellement le programme « Echelon » – qui permet l'interception, le décodage et l'exploitation des transmissions et transfert de données qui transitent par le moyen de câbles souterrains, sous-marins et de satellites de communication –, Armand Mattelart construit une généalogie de ce nouveau pouvoir de contrôle et étudie sa dynamique de mondialisation.

Car la première mission des technologies de surveillance est de construire le contexte de l'insécurité. À partir du moment où la brèche est ouverte vers une définition extrêmement étendue de « subversifs », de « terroristes », d'« incivils », toute personne est susceptible de rentrer dans le registre de la suspicion. Ainsi la mission d'EUROPOL, embryon de police européenne, est-elle de constituer des fichiers sur non seulement des personnes soupçonnées d'avoir commis ou participé à des infractions, mais aussi des individus sur qui pèse une présomption qu'ils puissent commettre des délits, ce qui signifie

anticiper sur l'infraction !

En France, après l'exemple pionnier britannique en 1995, et suivant en cela une résolution du Conseil de l'Union Européenne, est créé un Fichier National des Empreintes Génétiques : ne concernant à l'origine que les seuls auteurs de crimes sexuels et de violences, il a été étendu aux « suspects » d'infractions plus banales par la loi Sarkozy de 2003 sur la « Sécurité Intérieure » confortée par la loi Perben II de 2004. Est ainsi visée « toute personne à l'encontre de laquelle il existe une ou plusieurs raisons plausibles de soupçonner qu'elle a commis un délit » dont la liste exhaustive comporte les « dégradations, détériorations et menaces d'atteinte aux biens » (pas moins de 137 infractions selon l'article 706-55 du Code de Procédure Pénale). En outre le refus d'obtempérer au fichage se paie d'un alourdissement de la sanction. Mais comme par hasard la plus grande partie des délits financiers, tels le délit d'initié, la fraude fiscale ou l'abus de confiance n'exigent pas de fichage ADN.

Gilles Deleuze le notait déjà en 1990 : « Nous entrons dans des sociétés de contrôle qui fonctionnent non plus par enfermement mais par contrôle continu et communication instantanée. » Prenons l'exemple du « Pass Sans Contact Navigo », carte à puces à micro-processeur couplée à un petit émetteur RFID, mis en place en région parisienne par la RATP. La puce contient toutes les informations relatives à l'abonnement, celles qui concernent le porteur (nom, prénom, photographie, déplacement) et une antenne qui communique avec le valideur : « Pas besoin de verser dans la paranoïa pour imaginer les usages qui peuvent être faits de la centralisation des données sur les parcours suivis par les usagers. Elle offre par exemple la possibilité de faire un recoupement entre différents groupes de personnes se rendant à différents points de rendez-vous

\* Radio Frequency IDentification



de manifestations pour repérer les plus contestataires'. Ainsi l'a compris le jury de la 7<sup>e</sup> édition du Big Brother Award en nominant en 2007 la RATP dans la catégorie 'Orwell ensemble de son œuvre' »...

Cette montée en puissance de tous ces systèmes et dispositifs du paramétrage qui servent à classer les humains n'est jamais que « le produit d'un modèle de société dont la règle de fonctionnement et de cohérence politique et économique est la mise en concurrence croissante des individus ». Il convient donc de réagir car au nom du paradigme sécuritaire, comme l'a relevé le Comité Consultatif National d'Éthique, « notre société s'habitue à l'usage de ces marqueurs biométriques et chacun accepte finalement et même avec indifférence, d'être fiché, repéré, observé, tracé. » Des contrefeux s'allument toutefois ici et là comme l'actuelle forte mobilisation (700

associations et 150 000 signatures) contre le dernier-né des fichiers sarkoziens, le fichier EDVIGE qui constitue un saut qualitatif dans le système de surveillance généralisé en cours. Sa finalité : centraliser et analyser, sans aucune limite dans le temps ni dans son contenu, les informations relatives d'une part aux personnes physiques ou morales ayant sollicité, exercé ou exerçant un mandat politique, syndical ou économique ou qui jouent un rôle institutionnel, économique, social ou religieux significatif, et d'autre part aux individus, groupes, organisations et personnes morales qui, en raison de leur activité individuelle ou collective, sont susceptibles de troubler l'ordre public, sachant qu'en outre sur ce dernier point sont concernés les mineurs dès l'âge de 13 ans !

Vous avez dit démocratie ?

Jean-Jacques GANDINI

### Conférence internationale du réseau « Anarchist Studies » (ASN), Loughborough University, 4-6 septembre 2008.

Depuis sa fondation en novembre 2005, l'ASN s'est attaché à développer des liens sur place et à faciliter ateliers et conférences thématiques. Il fut décidé l'an dernier d'organiser un seul événement majeur et ceci aboutit à la conférence internationale organisée par le Department of Politics, International Relations and European Studies.

Cinq séances simultanées se déroulèrent tout au long des trois jours, offrant 14 ateliers sur des sujets allant de l'éthique à la psychologie, du communisme libertaire aux anarchismes religieux, de Proudhon à « ré-imaginer la révolution ». Il y eut ainsi plus de 70 communications qui attirèrent quelque 150 participants de plusieurs pays : Allemagne, Australie, Belgique, Canada, Danemark, États-Unis, France, Irlande, Israël, Italie, Pays-Bas.

Une des sessions a été francophone. Des communications ont été présentées par Daniel Colson, Eduardo Colombo et Irène Pereira. Vingt-cinq participants y ont assisté, dont la plupart comprenaient le français, les autres se regroupant pour écouter une traduction simultanée.

Après une intervention de Laurence Davis, responsable de l'atelier « Re-imagining revolution », des questions sont soulevées : Les changements actuels de l'État diminuent-ils son importance pour la critique anarchiste ? (Alex Prichard) Comment définir le sujet autonome dans le cadre d'une subjectivité collective ? (Uri Gordon) D'autres questions y ont succédé, comme par exemple : quelle place accorder à « l'Insurrection qui vient » dans les pratiques politiques.

Les versions anglaises des textes des divers orateurs sont partiellement sur le site de l'ASN <<http://www.anarchist-studies-network.org.uk>>.

## Numéros précédents de Réfractations

**1 : Libertés imaginées**, 1997 ; épuisé.

**2 : Philosophie politique de l'anarchisme**, épuisé.

**3 : Lectures cosmopolites**, 1999. Avec des traductions inédites de Pa Kin, B. Traven, P. Goodman.

**4 : Espaces d'anarchie**, 1999 ; épuisé.

**5 : Violence, contre-violence, non-violence anarchistes**, 2000 ; épuisé.

**6 : De quel droit ?** 2000. Deux idées du droit, valeur de justice et d'équité ou technique de régulation sociale légitimant le pouvoir d'État, suscitent des perspectives pour la critique et l'utopie libertaires.

**7 : Entrées des anarchistes**, 2001. Un dictionnaire à plusieurs voix, des portes ouvertes, parfois des portes qui claquent. La liberté, le pouvoir, l'anarchie. Les luttes, l'organisation, les manières de vivre des anarchistes hier et aujourd'hui.

**8 : Fédéralismes et autonomies**, 2002. Que proposer face au nouvel ordre mondial mis en place par le capitalisme triomphant ? Le fédéralisme anarchiste serait une alternative.

**9 : Au-delà de l'économie**, 2002. Des idées et des pratiques cherchent à déborder les réalités économiques dominantes. Ouvrent-elles sur de nouvelles perspectives ?

**10 : Les anarchistes et Internet**, 2003. Domaine peu abordé par l'anarchisme contemporain : la sociologie de l'information et de la communication. La mouvance libertaire s'est précipitée dans la « toile » avec enthousiasme.

**11 : Faut qu'ça flambe !** 2003. Il s'agit de rien moins que de replacer le « faire » des artistes dans le champ général de la créativité et de l'inventivité sociale, aussi bien dans la vie quotidienne qu'au niveau des métiers et du travail.

**12 : Démocratie, la volonté du peuple ?** 2004. La démocratie représentative est devenue la forme consacrée de la souveraineté du peuple. Réfractations s'attaque à ce « bloc imaginaire » néolibéral et déplace la perspective vers l'action politique.

**13 : Visages de la science**, 2004. Dans quelle mesure la science est-elle soumise aux intérêts des dominants ? Sa prétention à l'objectivité est-elle justifiée ? Comment nous réapproprier la politique de la recherche scientifique ?

**14 : Ni Dieu ni maître : religion, valeurs, identités**, 2005. « Crise des valeurs », « retour du religieux », « problèmes identitaires », ces expressions évoquent le désarroi de l'individu face à un monde désenchanté, privé d'espoir et de perspectives. Mais elles recèlent bien des ambiguïtés.

**15 : Privés, publics, communs, quels services ?** 2005. Qu'est-ce qui est en jeu dans la défense des services publics : le gagne-pain, le statut et l'emploi, les acquis sociaux, la défense des institutions au service du public ? Peut-on s'épargner le questionnement sur leur définition ?

**16 : Les enfants, les jeunes, c'est l'anarchie !** Les anarchistes ont depuis toujours une complicité certaine avec l'enfance. Peut-être parce qu'ils ne sont pas, ou pas encore, résignés et qu'ils désirent que les champs du possible s'ouvrent à eux.

**17 : Pouvoirs et conflictualités**, 2006. Les conceptions néolibérales de la démocratie et les théories postmodernes du sujet infléchissent la notion de politique, éradiquant à la fois l'idée de conflit et la notion d'un sujet de l'action politique, ce qui rend possible la domination de l'imaginaire de la « fin du politique ».

**18 : Écologie, graines d'anarchie**, 2007. Ni « croissance durable », ni « décroissance » sans changement social ! Les réponses non technocratiques aux problèmes environnementaux favorisent la décentralisation et l'autonomie des individus et des groupes.

**19 : Politiques de la peur**, 2007. Aussi vieille que la domination et autrement plus sournoise, la peur est un allié de choix pour le pouvoir politique qui s'efforce par tous les moyens de contrôler les émotions collectives. L'enjeu pour ces dernières consiste donc à pouvoir se développer en se fixant sur des objets qui échappent au pouvoir.

**20 : De Mai 68 au débat sur la postmodernité**, 2008. Deux thèmes : l'héritage de Mai enraciné dans les grèves et les occupations, et la situation actuelle de l'anarchisme sollicité par les changements idéologiques du monde moderne. Un débat contradictoire sur la postmodernité et les tendances néo- et post-anarchistes. Sans oublier le libéralisme et les invariants du capitalisme.

Tous les numéros anciens sur  
<http://refractions.plusloin.org>



Je souhaite m'abonner à *Réfractons*

pour 2 numéros..... 23 E   
 pour 4 numéros..... 45 E   
 (port compris)

(Indiquez-nous à partir de quel numéro)

Soutien : selon vos moyens

Nom (*en majuscules*) et prénom :

Adresse :

Chèque libellé à l'ordre des *Amis de Réfractons*  
 c/o Librairie Publico, 145 rue Amelot, 75011 Paris  
 CCP Lyon 11 067 24 J  
 par courriel : [refractions@plusloin.org](mailto:refractions@plusloin.org)

*Pour la Suisse :*  
 deux numéros 36 francs suisses  
 Pour toute commande : Noir,  
 24, av. de Beaumont, CH-1012 Lausanne



La revue *Réfractons* a été imprimée sur les presses  
 de SARL Atelier 26, 26270, à Loriol, en DATE